

Félix Bouvier et Michel Sarra-Bournet (dir.) : *L'enseignement de l'histoire au début du XXI^e siècle au Québec*, Québec, Septentrion, 2008

Dominique Marquis

Volume 12, Number 2, 2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1000717ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1000717ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (print)

1923-8231 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Marquis, D. (2009). Review of [Félix Bouvier et Michel Sarra-Bournet (dir.) : *L'enseignement de l'histoire au début du XXI^e siècle au Québec*, Québec, Septentrion, 2008]. *Globe*, 12(2), 207–211. <https://doi.org/10.7202/1000717ar>

dans la langue de l'autre, le colonisateur, et de devoir forger leurs pratiques culturelles avec cette nouvelle langue. Les concepts de transfert culturel et de mobilité, ainsi que celui de créolisation, peuvent contribuer à la compréhension des transformations des mythes de l'américanité dans les territoires distincts des Amériques.

La seconde partie du dernier chapitre décrit l'importance des études francophones dans les universités brésiliennes. La troisième partie propose l'analyse du *best-seller* brésilien *Le colonel et le loup-garou*, publié en 1964 et traduit en plusieurs langues, dont le français et l'allemand. Bernd montre comment la culture populaire, par son côté merveilleux, transforme les mythologies importées par les colonisateurs, tout en façonnant une nouvelle vision cosmique propre aux terres américaines.

Finalement, l'auteure atteste que l'*américanité* renvoie à une conception assez précise des *mobilités* « *trans* » et peut donner lieu à des travaux fructueux en littérature comparée, capables de mettre en relation des confluences imaginaires d'ensembles littéraires issus du continent américain, sans qu'on ait à se référer aux productions littéraires européennes.

Licia Soares de Souza,
Université de l'État de Bahia (Brésil)

Félix Bouvier et Michel Sarra-Bournet (dir.)
L'enseignement de l'histoire au début du XXI^e siècle au Québec
Québec, Septentrion, 2008.

Le nouveau programme d'enseignement de l'histoire au secondaire a fait couler beaucoup d'encre ; il y a longtemps qu'un cours d'histoire au secondaire n'a occasionné autant de réflexions, voire de passions. Devant le nombre impressionnant de commentaires, de lettres ouvertes ou d'analyses, il est parfois difficile de s'y retrouver, chacun y allant de ses opinions exprimées dans un jargon peu accessible au « commun des mortels ». Cet ouvrage dirigé par Félix Bouvier et Michel Sarra-Bournet propose une sorte de bilan de ces discussions. Douze articles regroupés de manière thématique composent ce recueil qui rappelle quelques-unes des questions importantes de ce débat. D'autres publications, comme un numéro spécial du *Bulletin d'histoire politique* (janvier 2007), ont déjà soulevé d'intéressantes discussions, mais cette fois-ci, la Société des professeurs d'histoire du Québec

(SPHQ), directement concernée par les modifications majeures apportées au cursus, a pris l'initiative de demander à différents intervenants (didacticiens ou historiens) d'apporter leur contribution à cette réflexion commune.

Les deux premiers articles, réunis sous la thématique « Perspectives sur l'histoire », interrogent de manière large le rôle de l'enseignement de l'histoire (et des manuels) dans la société civile. D'entrée de jeu, Christian Rioux lance un pavé dans la mare et critique très sévèrement les nouveaux programmes jugés trop « utilitaristes » et trop tournés vers le présent. Selon lui, le fait de joindre l'éducation à la citoyenneté à l'enseignement de l'histoire réduit celui-ci à des dimensions très limitées. Alors qu'auparavant l'histoire cherchait à répondre à la question « D'où venons-nous ? », les nouveaux programmes s'intéressent plutôt à « Où allons-nous ? », une question qui « élimine le récit et la continuité historiques » (p. 28). Tout le contenu des cours se met au service de ce premier objectif : former de bons citoyens. Rioux ne propose pas de solution, mais il invite les acteurs québécois à tirer des leçons de la récente expérience française.

La proposition d'Alexandre Lanoix suscite une autre réflexion : il déplace le débat de l'éducation à la citoyenneté vers la mise en récit de l'histoire. Il examine une série de manuels scolaires et d'ouvrages didactiques créés depuis plus d'un siècle dans l'optique d'imposer un récit unifié, et unique, de l'histoire canadienne. Lanoix souligne avec pertinence et justesse que ces produits qui proposent des récits « unificateurs », formulés durant des périodes de crise politique, sont forcément réducteurs et ne permettent pas de mettre en lumière la « subtilité et la complexité des réalités » dont ils rendent compte. Sans faire directement allusion aux nouveaux programmes, il pointe du doigt le contenu des manuels trop centrés sur le récit. Ainsi, on peut se demander si l'orientation des nouveaux programmes dans lesquels le récit semble évacué n'ouvrirait pas une voie vers une meilleure compréhension de réalités sociales complexes.

Les trois articles suivants s'intéressent au nouveau programme en en examinant différentes facettes. Tout d'abord, Julien Prud'homme énonce une hypothèse concernant les enjeux liés aux différentes réformes des programmes d'histoire depuis 1963. Selon lui, au-delà des considérations nationales, des enjeux socioprofessionnels auraient été au cœur de l'évolution des programmes, surtout lors des réformes de 1982 et de 2006. Depuis les années 1960, de nouveaux acteurs se seraient imposés dans l'élaboration des programmes d'histoire, des acteurs qui auraient privilégié les approches pédagogiques au détriment des contenus. Prud'homme nous offre ici une argumentation solide sur le poids des « professionnels de la pédagogie » sur le

programme dans lequel « le contenu disciplinaire ne [ferait] plus office que de véhicule pour ces nouveaux “objectifs” extra-historiens » (p. 52). Selon lui, la rupture est totale entre le programme de 1982 et celui de 2006 et cette rupture a bel et bien un effet sur les contenus, quoiqu'en disent les promoteurs du programme.

Paul Inchauspé prend par la suite la défense du nouveau programme. Il tente de démontrer, à mon avis sans convaincre, que l'histoire, même accolée à l'éducation à la citoyenneté, occupe plus de place qu'avant dans le nouveau curriculum. Si, en lisant cet article, je me suis tout d'abord réjoui qu'on m'offre un point de vue clairement favorable aux nouveaux programmes, j'ai été déçue de ne pas trouver de meilleures réponses aux détracteurs du « renouveau pédagogique », notamment en ce qui concerne les contenus et les liens complexes entre compétences et connaissances.

Sébastien Parent prend aussi la défense des nouveaux programmes en précisant que ceux-ci suivent les nouvelles tendances de la recherche historique qui, depuis quelques années, néglige l'histoire politique et nationale au profit de l'histoire sociale. Je crois que Parent fait ici l'impasse sur un aspect important de la compréhension de l'histoire. S'il est vrai, et nombreux sont ceux qui l'ont déploré, que l'histoire politique n'est plus d'un grand intérêt pour la majorité des chercheurs universitaires, il n'en reste pas moins que cette trame chronologique est essentielle pour bien comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent les problématiques sociales. Les élèves des 3^e et 4^e secondaires auraient besoin de bien maîtriser cette chronologie avant de comprendre la complexité des réalités sociales. Le nouveau programme semble avoir évacué cette trame et Parent oublie que les élèves ne sont pas outillés de la même manière que les chercheurs pour appréhender correctement ces problématiques.

Les deux articles suivants sont regroupés sous le thème « La didactique de l'histoire et éducation à la citoyenneté ». Félix Bouvier présente les résultats d'une enquête effectuée à petite échelle auprès de deux enseignantes et de quelques élèves de 2^e secondaire. Il a voulu évaluer la maîtrise de certains concepts par les élèves et recueillir la rétroaction des enseignantes confrontées au nouveau programme. Les résultats de cette enquête effectuée au tout début du processus d'implantation ne sont pas convaincants et sont surtout très partiels. Bouvier demeure tout de même optimiste: « On peut inférer que l'association conceptuelle entre l'histoire et l'éducation à la citoyenneté est plutôt bénéfique pour cette dernière à la lumière de nos observations en première et deuxième secondaire » (p. 94). À mon avis, la démonstration reste à faire...

L'article de Luc Guay et Étienne Dubois-Roy rend compte d'une expérience didactique très intéressante autour du thème de la Crise d'octobre 1970. Cette expérience, malgré toute sa richesse, ne démontre cependant pas la validité de l'ensemble du programme ni la pertinence du lien établi entre histoire et éducation à la citoyenneté. Un tel exercice aurait très bien pu s'intégrer à l'ancien programme dont l'objectif était plus centré sur l'acquisition de connaissances et la critique de textes.

La dernière section, intitulée « Réalités historiques québécoises », rassemble trois textes. Le premier, proposé par Mourad Djebabla et Samy Mesli, porte sur le Canada et la Première Guerre mondiale. Ce texte résume bien la complexité des enjeux canadiens durant la guerre, mais je dois avouer ma perplexité quant à la place de ce texte dans ce recueil. Cet article ne contribue en rien au débat sur l'enseignement de l'histoire : voilà un curieux choix éditorial. Les deux textes suivants s'intéressent au découpage chronologique adopté par le nouveau programme, notamment sur l'avènement de la modernité au Québec. Ivan Carrel et Jacques Rouillard adoptent le même point de vue : déplacer la date d'inscription du Québec dans la modernité de 1939 à 1929 est une erreur. Leur propos s'appuie sur des arguments différents, mais le résultat est le même : ce déplacement produit une image déformée d'une réalité autrement plus complexe que ce que le programme suppose.

En conclusion, Michel Sarra-Bournet retrace les différentes étapes d'élaboration des nouveaux programmes et les grandes lignes des discussions. Ce débat de société doit avoir lieu, l'enseignement de l'histoire jouant un rôle fondamental dans la cohésion sociale. Sarra-Bournet semble plutôt optimiste pour l'avenir. Il croit possible l'intégration de manière harmonieuse et intelligente de l'éducation à la citoyenneté à l'enseignement de l'histoire, tout comme il croit possible la conjugaison des connaissances et des compétences dans cet enseignement. Il souligne néanmoins l'importance de ne pas donner une fonction utilitariste à l'enseignement de l'histoire, d'enrichir les contenus et de réviser les modes d'évaluation.

À la lumière de ce recueil, force est de constater que le débat n'est pas encore clos. Les différents textes montrent à quel point la discussion est difficile. Il apparaît clairement que chaque groupe analyse les programmes avec une grille qui laisse peu de place à la nuance – et aux autres grilles d'analyse. Les points de vue des spécialistes de l'éducation et des historiens semblent pratiquement irréconciliables ; des chercheurs réunis ici, seul Michel Sarra-Bournet tend vers la conciliation. Globalement, les textes recueillis sont plus critiques que favorables au « renouveau pédagogique »,

mais ils offrent un éventail d'arguments qui alimentent certainement la réflexion, même s'ils n'apportent rien de bien neuf au débat. Puisque les nouveaux programmes sont implantés, il faudrait peut-être cesser de discuter des enjeux politiques ou pédagogiques que leur création a soulevés, et les laisser subir l'épreuve du réel avant de procéder à un véritable bilan de leurs succès et de leurs ratés. Il sera alors temps, et peut-être nécessaire, de réformer le « renouveau pédagogique ».

Dominique Marquis
Université du Québec à Montréal

Réal La Rochelle,
L'opéra du samedi. Le Metropolitan à la radio du Québec
Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008.

Si l'histoire de la radio au Québec est relativement bien connue aujourd'hui, l'analyse d'émissions spécifiques nous est beaucoup moins familière. Les travaux de Pierre Pagé et de Renée Legris ont ouvert la voie à ces recherches, particulièrement dans le domaine du théâtre radiophonique. Les séries *Radio-Collège, 1941-1956*¹ sont parmi les premières études sur les contenus radiophoniques. La publication de Réal La Rochelle vient donc à point combler une lacune en proposant un examen d'une des plus anciennes émissions toujours en ondes, *L'opéra du samedi*, dont la diffusion a débuté en 1931.

Né dans la région de l'Abitibi en 1937, l'auteur est un passionné d'opéra et de cinéma. Il est membre associé au Centre de recherche sur l'intermédialité (CRI) à l'Université de Montréal et président fondateur de la Phonothèque québécoise. Il a publié de nombreux essais dans le domaine de l'audiovisuel. Comme il le précise dans son introduction, ce livre n'est ni un ouvrage musicologique, ni un essai historique, ni une étude du répertoire ou

+ + +

1. Voir Marie-Thérèse LEFEBVRE, « Radio-Collège (1941-1956) : un incubateur de la Révolution tranquille », *Les Cahiers des Dix*, n° 60, 2006, p. 233-275 ; Kim PETIT, « Le projet pédagogique de Radio-Collège dans la décennie 1940 : la conservation des institutions scolaires traditionnelles et la promotion des sciences », mémoire de maîtrise, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 2006 ; Dominic SPENCE, « Analyse de la série radiophonique "Musique de notre siècle" animée par le compositeur Serge Garant (1969 à 1985) », mémoire de maîtrise, Département de musicologie, Université de Montréal, 2004.